



## Compte-rendu

**2e atelier de travail "Vers un Développement Durable au Luxembourg" – 29 octobre 2010**

**Ce compte-rendu a été établi par un groupe technique regroupant des personnes des secrétariats du CES et du CSDD, du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, de l'Observatoire de la Compétitivité et du Statec.**



## **Introduction de M. Raymond Weber, Président du CSDD**

M. Raymond Weber, Président du CSDD, signale que de nombreuses études sur le développement durable ont été réalisées au Luxembourg, notamment par le CES (avis annuel 2008), le CSDD (rapport sur l’empreinte écologique) et par d’autres instances, telles que le séminaire de l’AICESIS sur la mesure du progrès, du développement et du bien-être, la conférence de la Chambre des Salariés « Comment prévenir la pauvreté ? », la conférence-débat du MECO « Nach Wegen aus der Wachstumsfalle suchen ! » ou les travaux du CEPS/Instead.

Le concept de développement durable peut être défini comme un développement économiquement efficace, socialement équitable, écologiquement soutenable et respectueux de la diversité des expressions culturelles. Afin de mettre en place une stratégie de développement durable, il est nécessaire de penser sur le long terme et de prendre en compte le bien-être des pays du Sud comme du Nord. Le développement durable se fonde aussi sur un traitement conjoint des effets économiques, sociaux et environnementaux. Son succès repose sur la coopération entre acteurs de disciplines, de secteurs et de milieux différents, agissant à différents échelons, du niveau international au niveau local. Le développement durable repose aussi sur une nouvelle forme de gouvernance: il promeut la démocratie participative et rénove l’approche citoyenne. L’accès à l’information et la transparence sont donc des pré-requis. Il est aujourd’hui nécessaire de réagir contre une banalisation de ce concept et d’éviter de le réduire à l’action environnementale. Le développement durable implique aussi de nouvelles règles commerciales, à savoir une mutation de l’agriculture, un commerce équitable, une coopération au développement, une finance éthique, de nouvelles règles sociales et une nouvelle gouvernance promouvant le respect des droits humains, des règles internationales du travail renforcées, le débat public, la lutte contre la pauvreté dans le monde, etc.

Le CES et le CSDD ont pris comme base de travail le Rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi qui constitue le travail le plus complet sur les nouveaux indicateurs. Ses propositions sont cependant trop économistes et partent d’une définition insuffisante du développement durable, dissocié de la qualité de vie et de la qualité des sociétés, et déconnecté des questions d’inégalités, de pauvreté, de



démocratie, de diversité sociale et culturelle. En outre, la proposition de prendre l'ENA (épargne nette ajustée) comme repère-clef pose problème.

Cet indicateur est incompréhensible pour des non-spécialistes et donc, inutilisable pour guider l'action publique ou privée. Elle repose aussi sur l'hypothèse inacceptable selon laquelle les trois formes de capital (capital économique, humain et naturel) sont substituables.

Enfin, l'enjeu démocratique dans le débat sur les nouveaux indicateurs est primordial, afin que la société puisse débattre « du monde que nous voulons ». L'élaboration d'indicateurs relève, en effet, des choix de société.

En vue d'un développement durable, il convient de passer de la société du « beaucoup avoir » pour quelques uns à une société « du bien-être durable pour tous ». Il faudrait de ce fait promouvoir la mise en œuvre de principes de responsabilité, de solidarité, d'altérité (reconnaissance de chacun dans ses différences et recherche des interactions entre tous pour de nouvelles formes de capital social – cf. les « capabilities » d'Amartya Sen), etc. Ceci montre que redéfinir le tableau de bord de la richesse implique une interrogation et un débat de ce qui fait « valeur », de la place octroyée à la dimension démocratique du « bien vivre ensemble ».

Trois livres complètent les travaux de la Commission Stiglitz :

- « Prospérité sans croissance. La transition vers une économie durable », de Tim Jackson. Ce livre regarde au-delà des conceptions habituelles du progrès pour affronter les défis économiques du futur. Il convient de dissocier la prospérité de la croissance et de passer d'une économie qui vise à l'opulence /l'utilitarisme à une économie qui vise à l'épanouissement humain en tenant compte du social, du culturel et de l'écologie. L'auteur enrichit l'analyse par une exploration de la théorie macroéconomique pour comprendre comment stabiliser l'emploi sans passer par la croissance. Il invite à une transition progressive vers une prospérité alternative à la croissance.

- « Postwachstumsgesellschaft - Konzepte für die Zukunft », travail collectif sous la direction de Irmi Seidl et Angelika Zahrt<sup>1</sup>. La thèse est que la société post-croissance ne dépend pas de la croissance économique : elle n'est pas un

---

<sup>1</sup> [www.postwachstum.de](http://www.postwachstum.de)



impératif, ni une fin en soi et ne saurait plus être le paradigme de l'économie, de la politique et de la société.

- « Adieu à la croissance - Bien vivre dans un monde solidaire », de Jean Gadrey, membre de la Commission Stiglitz.

Il part des constatations que le PIB ne mesure ni le bien-être, ni la soutenabilité écologique et sociale et que la croissance comme remède à tous les maux n'est plus une solution, mais un problème et un facteur de crise. Pour des scénarios alternatifs post-croissance, une forte réduction des inégalités sociales dans le monde et dans chaque pays est nécessaire. Aussi, les modes de production et de vie devraient être modifiés, ce qui impliquerait une baisse du niveau de vie matériel, mais compensée par de meilleurs services, une meilleure alimentation, plus de temps libre, des liens plus durables, plus de lien social, etc.

La réflexion sur la post-croissance fait partie d'une réflexion sur un développement durable redynamisé.

### **Discours de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce Extérieur**

Le terme de post-croissance demande réflexion : s'agit-il d'une autre croissance, d'une croissance non excessive, d'une croissance respectueuse du social ou de l'absence de croissance provoquant des récessions ?

Ensuite, il faut être prudent avec les éléments synthétiques, car ces derniers peuvent se révéler confus, voire dangereux. Tel était le cas lors de la présentation d'un rapport de l'OCDE sur la situation au Luxembourg qui donnait lieu à des conclusions étranges du fait que les spécificités locales n'étaient pas prises en compte. De même, le bien-être universel n'existe pas et c'est pour cela que le gouvernement a inscrit dans son programme 2009-2014 le projet PIBien-être. Le Ministre de l'Economie souligne aussi qu'il existe déjà beaucoup d'instruments disponibles dans le Tableau de Bord - Compétitivité.

En 1995, lors des discussions sur le budget de l'Etat, le Ministre avait demandé d'engager le débat sur le choix de société. Or, quelques années après, dans le cadre des discussions sur le système de pensions, les pensions ont été relevées malgré le fait que cela nécessiterait une croissance de 4%. Cet exemple montre qu'il est important d'adopter une vue prospective et de long terme. Certains prédisent que la crise financière n'est rien comparée à la crise



de l'humanité et environnementale, et qu'il suffit de regarder ce qui se passe en France avec le blocage des raffineries pour se rendre compte de la dépendance au pétrole et aux ressources. Pour pouvoir changer la société de manière radicale, il faut poursuivre deux démarches parallèles : il faut, d'une part, prendre en compte les besoins actuels des gens et, d'autre part, être déterminé et courageux à long terme, notamment sur la question de l'énergie. Concernant, ce dernier point le Ministre précise que les énergies renouvelables vont être développées davantage et que des études sont réalisées pour introduire la voiture électrique au Luxembourg.

Il souligne qu'il est essentiel de débattre des implications des directions à emprunter et qu'il ne faut pas se diviser politiquement sur la question du développement durable. On ne peut pas posséder plus matériellement et rechercher, en même temps, la durabilité.

Il déplore que les objectifs de la stratégie de Lisbonne n'aient pas été atteints, alors que c'était la seule voie crédible. Les écotechnologies devront jouer également un rôle fondamental en permettant de créer des emplois plus durables. Or, celles-ci mettront du temps pour se substituer à l'industrie financière. Il faut montrer aussi la durabilité de manière concrète pour que les gens adhèrent au projet. A travers une croissance intelligente, durable et inclusive, la Stratégie Europe2020 trace la voie d'un développement durable.

Le Ministre de l'Economie conclut sa présentation avec une citation de St Exupéry : "Nous n'héritons pas de la terre de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos enfants."

Remarque : Il est dommage que les visions ne soient pas plus développées et que le gouvernement n'ose pas dire davantage la vérité à ses citoyens.

Remarque : Les énergies renouvelables seront de plus en plus chères au fur et à mesure que le pétrole deviendra lui aussi plus cher. Si nous voulons être entièrement approvisionné par l'éolien, il faudra le quadruple de toutes les installations électriques actuelles, ce qui laisse présager des coûts de production de 8 à 10 supérieurs à ce qu'ils sont actuellement.

Réponse : Il y aura une pauvreté provoquée par l'énergie si nous ne réagissons pas.



Remarque : Le syndicat IG Metall du Baden Württemberg avait demandé, il y a une dizaine d'années, aux salariés s'ils voulaient un peu plus de salaires et 40h/semaine ou un peu moins de salaire et 35h/semaine. Tous ont choisi la 1<sup>ère</sup> option. La décroissance est donc envisageable pour les mieux lotis, mais pas pour les plus démunis. Le concept de croissance qualitative me semble préférable, mais on s'est engagé dans un certain nombre de voies non durables. Il faudrait peut-être penser aux taxes sur l'énergie pour que les gens préfèrent un mode de fonctionnement durable. Le gouvernement pourrait alors se concentrer sur les biens publics.

Réponse : Certaines personnes ne peuvent pas avoir moins de salaire, car le Luxembourg est un pays où la vie est chère.

Pour ce qui est des logements moins "gourmands" en énergie, les gens hésitent alors qu'ils achètent des logements à des prix faramineux. Il est possible de mieux bâtir, mais au Luxembourg les prix des terrains ne cessent de croître. Les bénéficiaires sont les résidents de souche, qui deviennent riches, alors que d'autres deviennent pauvres. Tant que les prix seront aussi élevés, les gens n'oseront plus faire d'investissements pour le développement durable. Les prix des terrains posent en outre d'autres problèmes, comme les hausses de salaire, etc.

Remarque de R. Weber : Un modèle luxembourgeois qui se fonde sur 4% de croissance n'est plus tenable. L'empreinte écologique l'a également montré. Il faudrait un large débat sur la croissance en essayant d'éviter l'élitisme.

Remarque : Le PIB est une mesure imparfaite. A l'instar des placements financiers où le rendement est lié au risque, ne serait-il pas possible d'associer au PIB ou au PIBien-être une mesure du risque global encouru par la société ?

Réponse de Dr. Allegrezza : Le risque est une probabilité affectée à la survenance d'un événement. Il y a distinction entre incertitude (non probabilisable) et risque (probabilisable). Cela demande de prendre en compte les risques de survenance de certains scénarios.

Réponse du Ministre : Qui se soucie du fait que les prix que l'on paye ne reflètent pas la valeur réelle de ce que l'on produit en Europe ? Des chaussures dont la semelle provient d'Espagne sont ainsi produites au Vietnam pour 1.5





USD et sont ensuite vendues 10 USD. Or, personne ne se pose la question de la valeur et de l'exploitation.

Remarque de R. Weber : Au lieu de parler d'incertitude, on pourrait évoquer la confiance dans notre société.

Remarque : Il n'y avait pas assez de visions dans votre discours, alors que les scientifiques affirment que des solutions existent. On aurait pu faire beaucoup au Luxembourg avec toutes les liquidités disponibles.

### **Présentation du PNDD par M. Claude Origer, Ministère du Développement Durable et des Infrastructures**

Le développement durable a démarré en 1999 avec le 1<sup>er</sup> PNDD qui a été la réponse donnée à la réunion internationale Rio+5.

En 2002 ont été publiés les premiers indicateurs, la loi de politique de développement durable date, quant à elle, de 2004 et un rapport sur la mise en œuvre du développement durable a été réalisé en 2006.

La loi de 2004 a également créé le CSDD et la Commission Interdépartementale du Développement Durable, chargée d'élaborer le PNDD2. Un nouveau PNDD doit depuis lors être mis en place tous les 4 ans et un rapport national de mise en œuvre tous les 2 ans. Un document, intitulé « Luxembourg Visions », mettant en exergue les tendances non durables au Luxembourg, a marqué le lancement du processus participatif. L'avant-projet du PNDD2 a été adopté en février 2009. La loi prévoit, en outre, que le document doit être avisé par le CSDD, la Chambre des Députés et par une consultation publique. Les remarques du CSDD et de la Chambre ont été intégrées et fin novembre le PNDD2 sera présenté au Conseil de Gouvernement pour adoption.

Le PNDD2 est basé sur 5 principes fondamentaux, 14 tendances non durables, 18 objectifs de qualité (directions à emprunter jusqu'en 2050), 150 objectifs d'action et plus de 150 mesures. Des indicateurs seront développés par la suite. Les cinq principes fondamentaux sont le fruit de la présidence luxembourgeoise de 2005 et ont été intégrés dans la stratégie européenne de DD :



1. Le développement durable met en avant l'homme, maintient le bien-être, la qualité de vie, le développement humain et l'épanouissement personnel.
2. Un respect des droits sociaux, écologiques et culturels, des générations futures ainsi que de toutes les nations est nécessaire.
3. Il faut respecter les limites écologiques et les capacités de régénération de la nature.
4. Il est nécessaire de rechercher la cohésion sociale
5. Il est nécessaire de rechercher la prospérité économique.

Le programme d'action est ordonné selon 4 mondes : économique, social, environnemental et institutionnel + le niveau international. Les 150 objectifs d'action sont, quant à eux, déterminés à partir des 18 objectifs de qualité.

Le PNDD n'a pas vocation à présenter une solution à tous les problèmes, la concrétisation pratique doit se faire par d'autres plans d'action. L'essentiel est que ces planifications se tiennent dans le cadre commun qu'est le PNDD.

Il reste cependant quatre questions ouvertes : la fiscalité écologique (surtout énergétique), l'efficacité des ressources et l'amélioration de l'éco-efficacité (facteur  $4^2$  ou facteur  $10^3$ ), la création d'un fonds d'avenir et enfin, l'étude des conséquences budgétaires sur les hommes et les femmes.

### **Présentation des indicateurs de développement durable par M. Eric De Brabanter, Ministère du Développement Durable et des Infrastructures**

Les indicateurs de développement durable permettent d'évaluer la mise en œuvre d'un plan, ainsi que les progrès réalisés concernant la durabilité (équité intergénérationnelle et personnelle), de rendre le développement durable opérationnel (adapter, réorienter certaines mesures d'un plan), de montrer les interactions entre les différents « mondes », et d'évaluer les conséquences à long terme des comportements et décisions actuelles. Il faut aussi prendre en compte le rôle des institutions et de la culture, les démarches prospectives,

<sup>2</sup> Doubler la croissance avec 2 fois moins de ressources

<sup>3</sup> Doubler la croissance avec 5 fois moins de ressources





l'équité entre nations dans le développement durable. Ce dernier est un développement qui vise à accroître durablement notre richesse, en utilisant moins de ressources et en préservant nos capitaux. Il convient aussi de préserver l'équité entre les générations, entre les personnes et entre les nations.

La notion de développement durable est incluse dans la croissance verte, le progrès des sociétés, GDP and Beyond, Europe 2020 et le bien-être. Les dimensions clés du développement durable sont l'économie, le social, l'environnemental et il existe des liens entre ces dimensions (l'environnement donne des ressources à l'économie, absorbe des pollutions et l'économie exerce des pressions sur l'environnement/l'environnement donne des écosystèmes, les plantes donnent des médicaments, la nature est un élément de loisir et de qualité de la vie et la démographie a un impact sur l'environnement, comme nos modes de vie, notre éducation). Il s'y ajoute deux nouveaux piliers : le partenariat global et la bonne gouvernance. Pour le premier volet, un jeu d'indicateurs comprendrait ainsi des mesures de nos externalités économiques, sociales et environnementales à l'extérieur, par exemple, l'empreinte écologique, l'empreinte carbone, l'aide publique au développement. Quant à la gouvernance et l'institutionnel, les indicateurs sont difficiles à déterminer.

Pour le développement durable, il faut plus qu'une juxtaposition des piliers, c'est-à-dire une superposition, une synergie. Pour cela, il existe différentes approches conceptuelles : l'approche monitoring comme pour la SDS ou le PNDD (indicateurs classiques) ou une approche par capitaux.

Selon cette dernière, la richesse totale nationale (RTN) serait la somme des capitaux financiers, produits, naturels, humains, et sociaux. C'est une approche par stock et les capitaux sont évalués à travers de prix fictifs. Cependant, certains capitaux peuvent se dégrader et d'autres augmenter; de même, il est possible que la RTN augmente, alors que des capitaux essentiels se sont dégradés. Cette approche est utilisée par la Norvège et le Canada, mais elle connaît des problèmes qui portent essentiellement sur la distinction entre stocks et flux, l'actualisation des flux futurs, l'estimation des prix comptables, l'estimation difficile de certains capitaux (par exemple, la notion de capital social peut varier selon les nations).



Dans tous les cas, un cadre est nécessaire aux indicateurs. Au Luxembourg, la loi du 25 juin 2004 impose un monitoring reposant sur un nombre limité d'indicateurs clés et complétés par d'autres plus détaillés. Mais d'autres questions restent à trancher, telles que : Faut-il des tableaux de bord ? Des indicateurs composites ? Des benchmarks ? Faut-il une structure pyramidale ? Un cadre conceptuel ? Des indicateurs nominaux, ordinaux, cardinaux ? Il faut aussi utiliser des indicateurs d'autres sets d'indicateurs et assurer une cohérence avec le PIB vert, Europe 2020 et le PIBien-être. Les indicateurs de découplage sont aussi intéressants. L'empreinte écologique doit-elle enfin être un indicateur clé ou un indicateur parmi d'autres ?

### **Présentation de la prospective et de l'exercice de la SoLEP par M. Philippe Durance, professeur au CNAM**

Le PNDD possède une bonne compréhension du développement durable. Ce concept nécessite cependant une approche intégrée, c'est-à-dire qui envisage les conséquences des solutions adoptées. Enfin, l'aspect participatif est important (en impliquant la société civile) et relève de l'enjeu de gouvernance. Il n'y a donc pas de solution universelle : la meilleure est celle qui émane des discussions. En conséquence, en matière de politique publique, le développement durable constitue la vision partagée d'un territoire et de son évolution à venir. Il représente le résultat de choix collectifs effectués à partir de valeurs communes. Cette qualité du PNDD provient, notamment, de la mise en place d'un comité interministériel. Le PNDD est pragmatique, car le diagnostic est lucide et il existe des ambitions et des moyens. Mais, le système de valeur n'est pas explicité : Quel est le sens de la qualité de vie, du développement humain, de la prospérité économique ? Quelle va être l'articulation avec le politique ?

Les indicateurs ne sont que des mesures et l'avenir appartient à la volonté, la responsabilité et la liberté. Mais avant de prévoir et de décider, il faut imaginer les différents futurs possibles et leurs conséquences. La prospective vient de la volonté de mettre en avant la question de la finalité par rapport à celle des moyens. Elle reconnaît que l'avenir n'est pas écrit et que la bonne solution est celle qui est partagée. L'avenir ne se prédit pas, il se construit. La prospective cherche à déterminer les futurs possibles et les risques. Il y a 3 grands principes dans la prospective, qui peuvent être appliqués au développement durable : il faut rentrer dans la complexité, se méfier des idées reçues, et



impliquer la société. La prospective éclaire donc l'action présente à la lumière des futurs possibles et souhaitables.

La démarche Luxembourg 2030 est d'élaborer une vision partagée des enjeux du Luxembourg dans le développement durable de la Grande Région et de transmettre une culture prospective. Un séminaire sera organisé en février 2011 pour mutualiser les interrogations dans le cadre de trois ateliers.

Remarque : Il faut débattre, mais le dialogue social est aujourd'hui bloqué et les différentes parties ne sont même plus d'accord sur les constats...

Réponse de M. Durance : En forçant les gens à regarder l'avenir, la prospective permet d'éviter ce genre de situation, car l'avenir n'existe pas et débattre d'elle n'engage donc pas à grand-chose en apparence. En général, les clivages du présent arrivent à être dépassés.

Remarque : L'implication de la population a été évoquée plusieurs fois, mais il existe une attitude égoïste dans notre société. Comment concilier ces deux faits et inciter les personnes à dépasser leurs intérêts personnels ?

M. Durance : On essaye de mettre ensemble des individus qui représentent au maximum les différentes composantes de la société, pour ainsi disposer de voix diverses. Ensuite, il faut que les élus aillent porter les résultats de la réflexion commune effectuée dans chaque territoire pour analyser les réactions. Un travail d'appropriation sera ensuite à mettre en œuvre.

Remarque : Un économiste libéral dirait que s'il y avait des solutions gagnant-gagnant, le marché les aurait exploitées, mais la réalité est différente. La prospective est un cadre approprié pour les exploiter, d'autant plus qu'au Luxembourg, le potentiel est fort du fait des étrangers. Il faudrait marier le regard des étrangers avec la connaissance des dossiers des représentants luxembourgeois.

Question : Lorsque des avancées technologiques se produisent, le supplément de revenu engendré par une moindre consommation énergétique ou par une plus grande longévité des biens se traduit par une hausse de la consommation, ce qui annule les gains écologiques initiaux. Il faudrait donc augmenter les impôts sur l'énergie. Quel est le problème avec le facteur 4 et le facteur 10?



M. Origer : Le facteur 4 est expliqué dans le 1<sup>er</sup> PNDD. Un des éléments pour ne pas le retenir est que ce principe est difficile à appliquer et à mesurer au niveau national. Le MDDI a débattu du facteur 10 pour le 2<sup>nd</sup> PNDD et les discussions se poursuivent encore.

Remarque : Le paradoxe évoqué est celui de Jevons qui soutient, d'une manière générale, que l'efficacité est un outil et en même temps un leurre.

Question : Ne pourrait-on pas disposer d'indicateurs évaluant les progrès vers les 20/20/20 ?

M. De Brabanter : Pour les objectifs-clés, il est aisé de produire des indicateurs évaluant les efforts restant à accomplir. Cela sera fait annuellement afin de rapporter les avancées accomplies à la Commission Interdépartementale de Développement Durable.

Remarque : La prospective est un débat sur le futur. Pour le PNDD, il n'y a pas eu de réactions publiques et d'intérêt pour le sujet. Par contre, cela a été le cas pour le débat sur le Luxembourg à 700 000 habitants. Aujourd'hui, on constate un dépassement des prévisions en terme démographique. Cela va jouer à la hausse sur le prix des logements et augmenter la pollution ainsi que le trafic. Un des objectifs de la prospective pourrait être de transformer ce cercle vicieux en un cercle vertueux.

Remarque : Le problème est que le Luxembourg n'a jamais posé les choix et a toujours subi les faits. Cet exercice de prospective arrive certes trop tard, mais heureusement, il arrive.

M. Durance : Il n'est jamais trop tard pour penser l'avenir. Il faut prendre conscience que la société change sans nous. Je suis allé à Totnes, qui est la 1<sup>ère</sup> ville au monde en transition, et où 30% de la population est impliquée dans la réinvention des modes de vie. Ces individus ont fait le choix de vivre autrement et cela s'est fait sans aucune implication politique. Il faut faire confiance à la société.

Question : Quel a été le déclic ? Que faudrait-il au Luxembourg pour l'avoir également ?

M. Durance : Le déclic n'est pas une idée : il est provoqué par des personnes. Quelques individus avaient organisé des réunions publiques pour faire prendre



conscience des changements en cours et proposé un petit livret pour faire des économies de façon pragmatique. En outre, il y a toujours un ou plusieurs leaders qui arrivent à embarquer le reste de la société. Mais, en général, il s'agit de communautés assez petites et il est difficile d'imaginer cela pour une grande ville. Un autre problème est un repli sur soi, l'autosuffisance et sur ces points, il faut être vigilant.

### **Conclusion de M. Raymond Weber, Président du CSDD**

Trois remarques s'imposent :

- Le "toujours plus" est définitivement révolu, surtout au vu des crises actuelles. Il faut un parler vrai et dire clairement que l'on ne peut plus continuer ainsi.
- Il est important de relier cet exercice à une réflexion sur la prospective et d'inventer une autre forme de gouvernance. Les alternatives s'expliquent souvent théoriquement, mais peuvent se vivre aussi : il existe des transformations silencieuses.
- La complexité est présente dans le PNDD et dans le choix des indicateurs. Il faudrait rapidement mettre en place ces derniers. Mais comment rester lisible en choisissant des indicateurs aussi bien utiles aux citoyens qu'aux décideurs politiques ?

### **Présentation de M. Didier Blanchet, Chef du département des études économiques d'ensemble à l'INSEE et membre de la Commission Stiglitz**

La Commission Stiglitz critique le PIB comme mesure du bien-être, alors que pour les statisticiens, il est seulement un indicateur de production. Une 1<sup>ère</sup> vague de remise en cause avait eu lieu dans les années 1970 avec une demande d'indicateurs sociaux et une mise en débat de la croissance par le Club de Rome. Il y avait aussi les travaux de Tobin et de Nordhaus sur cette dernière. Les années 1990 ont connu, quant à elles, l'apparition du concept de développement durable, la création de l'IDH et d'autres indices alternatifs. Il y a enfin eu une distorsion croissante entre statistiques et perceptions publiques.

La Commission Stiglitz n'est qu'une étape dans ce processus. Il n'y a pas eu de forum participatif, car le but était de contribuer au débat social et ce travail a été un succès de par la renommée des économistes présents.



Les principaux messages du rapport sont de dire que tout n'est pas monétarisable et qu'il n'est pas question de trouver un indicateur unique qui résumerait tout (au profit de tableaux de bord limités). Il convient de garder le PIB pour ce qu'il est, de mettre en avant les revenus des ménages (p.ex. les revenus disponibles ajustés), les dispersions et de mettre en place des comptes satellites (pour le travail domestique, les loisirs).

Concernant la qualité de vie, il faut se centrer sur les dimensions fondamentales et calculer des mesures subjectives du bien-être.

La soutenabilité doit être mesurée séparément et le rapport plaide en faveur de l'approche par capitaux. Il ne faut pas cependant la mesurer par un indicateur unique (comme l'ENA ou l'empreinte écologique).

L'INSEE travaille actuellement sur les comptes des ménages par catégorie ainsi que sur un petit tableau de bord de la qualité de vie, et met l'accent sur l'empreinte carbone (approches production intérieure et demande finale). Elle va aussi renforcer ses sources, mais cela sera plus lent avec les restrictions budgétaires. Il existe également un Sponsorship Group avec Eurostat et un partenariat avec la Task Force des Nations Unies pour transposer les recommandations de la Commission Stiglitz.

**Remarque:** Il est dommage de ne retenir que le volet carbone, car les autres composantes sont tout aussi importantes pour constater notre impact sur la soutenabilité.

**Question :** Quels sont les projets et les limites concernant les indicateurs subjectifs ?

**M. Blanchet :** Les indicateurs subjectifs restent stables dans le temps du fait d'un biais d'auto-adaptation aux aspirations et donc ils n'apportent pas beaucoup d'information pour les pays développés. Ils peuvent cependant être utiles pour obtenir une information indirecte sur la manière dont les individus pondèrent leurs préférences.

### Table ronde

**M. Mike Mathias, membre du CSDD :** La transition vers un monde durable est indispensable (au vu de l'empreinte écologique, de la consommation des ressources et de l'intensité carbone des Luxembourgeois) en utilisant moins de ressources et en étant plus équitable (Wilkinson et Pickett ont montré que





l'équité produit des externalités positives pour toute la société et dans tous les domaines). Le bien-être ne doit donc pas être recherché dans la consommation, mais plutôt dans la construction de liens sociaux.

M. André Hoffmann, député dei Lenk : Parmi les éléments affectant le bien-être, il y a le fait de vivre près de son lieu de travail. Il faudrait également utiliser l'empreinte écologique comme outil majeur, mais en la comparant à celle d'une zone d'activité semblable. Il faut se méfier aussi des moyennes : il faudrait différencier l'empreinte selon les catégories sociales et les secteurs économiques. La question de la dispersion du bien-être et de l'équité devrait enfin être au centre des réflexions pour rendre notre société plus durable.

M. Jean-Claude Reding, Président de la Chambre des salariés : Les pauvres dans les pays les plus pauvres deviennent plus pauvres et les riches dans les pays les plus riches deviennent plus riches et la même chose a lieu dans l'Union européenne. Il faut aussi changer nos modes de production. Les débats du rapport Stiglitz ne sont pas pris en compte : on ne parle que des finances publiques et non de l'environnement et du climat. On discute aussi de l'avenir sans prendre en compte les dimensions sociales et écologiques. Il faut aussi une société plus égalitaire et réfléchir à comment compenser les emplois détruits dans les secteurs les plus polluants. Il faut développer l'emploi dans les secteurs respectueux de l'environnement. Il faut aussi que les gens aient le moins de trajet possible à faire pour se rendre au travail.

M. Charles Goerens, Député européen et ancien Ministre de l'Environnement : L'économie doit être un moyen et non une fin. Les statistiques du Luxembourg sont à prendre avec précaution, comme pour le chômage, la consommation d'alcool, de tabac... On ne peut pas isoler le développement du Luxembourg de celui de l'Union européenne, qui lui-même doit s'ancrer au niveau mondial. Il y a une incapacité à maîtriser les effets de la globalisation. Le FMI affirme que la globalisation a réduit les inégalités entre nations, mais les inégalités croissent au sein des nations. Au sein des nations, on peut avancer grâce aux bons compromis. Il faut impliquer les citoyens pour trouver un consensus sur un nouveau modèle de société. Il faut aussi organiser les transitions, en réduisant les inégalités, mais sans oublier les impératifs économiques. La stratégie EU2020 doit réussir et cela doit supposer la solidarité entre nations. Il ne faut pas faire abstraction de l'impact des pays étrangers sur le modèle luxembourgeois. Il faut aussi une diminution des écarts fiscaux et de coûts du



travail. Le Luxembourg doit prendre ses mesures politiques en concertation avec l'Europe.

M. Claude Wiseler, Ministre du Développement Durable et des Infrastructures :

Nos modèles de société sont basés sur la croissance, il faut donc veiller à assurer un certain équilibre. L'empreinte écologique a été calculée à des fins pédagogiques pour illustrer que les Luxembourgeois consomment trop. Les politiques de mobilité et de croissance doivent également devenir plus durables. Je suis pour le développement de la logistique, car elle permettra de diversifier l'économie. Des conflits d'intérêt existent dans chaque secteur et derrière chaque choix (p.ex. arbitrage rail/route du fait des restrictions budgétaires).

M. Durance : Il faut désormais être soucieux de l'articulation du PNDD avec la politique. Que doit-on faire pour que le PNDD2 ne reste pas lettre morte? Participer, c'est plus que mettre en ligne un questionnaire, c'est impliquer les gens physiquement, ainsi que les amener à se poser des questions au lieu de les poser à leur place.

Question : Les Luxembourgeois consomment beaucoup. Comment les convaincre de consommer moins ? Comment leur expliquer qu'il faut moins consommer et que la richesse augmentera malgré tout ?

M. Goerens : Il ne faut pas consommer moins, mais consommer mieux et le facteur 4 n'est pas une utopie.

Question : Que ferons-nous lorsque nous serons poussés vers une direction que nous ne souhaitons pas ? Les prix pétroliers vont, en effet, exploser dans les années à venir et le coût de l'énergie va grignoter notre croissance...

M. Goerens : Il faut une croissance plus respectueuse des ressources, car nous devons résorber le chômage par la croissance, d'autant plus que le travail est la clé de l'intégration. Le modèle luxembourgeois souffre aussi de problèmes de dialogue social. Il faut également mettre en place des obligations dans les domaines stratégiques et être plus incisif dans certaines planifications, comme pour le pétrole, et voir ce que les grandes puissances économiques sont prêtes à faire pour la durabilité. Les Luxembourgeois, seuls, ne pourront pas réussir. La seule solution a toujours été de rétablir la croissance, mais nous savons que ce n'est pas la solution de demain. Il faudrait trouver sur quoi bâtir notre société, mais le gouvernement n'a pas l'habitude de consulter la société pour mettre au point ses plans d'action.



M. Wiseler : La discussion est difficile à organiser et on s'affecte plutôt à essayer de faire de la pédagogie. Il est important de passer par les associations, de trouver comment inciter les individus à faire les bons choix et être normatif. Le MDDI met en place une démarche participative pour le plan climat, mais cela ne peut pas être trop long, car il y a urgence à mettre en place des politiques.

M. Hoffmann : Nous vivons dans une société, qui pousse à la consommation et qui crée des besoins plus ou moins artificiels. Il est difficile de convaincre les individus de résister à la tentation permanente orchestrée par la publicité. Il faut aussi se demander ce qu'il faut entendre par croissance : il est ainsi possible de substituer la quantité par la dépense (et donc par la qualité).

La santé sociale est aussi d'autant plus grande que l'égalité est grande.

Le développement durable et le bien-être restent cependant des concepts abstraits par rapport au fait de joindre les deux bouts. Des efforts pédagogiques sont donc encore nécessaires.

M. Durance : Il y a 3 grandes solutions publiques pour convaincre les gens: inciter (fiscalement), susciter (faire naître l'intérêt) et la co-construction (des services publics avec les citoyens/usagers). Les sociétés changent, mais pas du jour au lendemain, il faut leur laisser du temps.

M. Reding : Il faut réduire notre consommation de certains biens et services et même ne plus consommer ceux qui sont trop polluants. Il faut aussi produire des biens de substitution et soutenir les recherches technologiques visant à mieux consommer. Le « consommer autrement » pose aussi la question de l'équité : les plus modestes veulent consommer comme les mieux nantis et si l'écart entre les deux types de consommation est trop grand, il existe des tensions sociales. Il faut donc qu'il y ait une classe moyenne aussi large que possible. Le Luxembourg a enfin la chance d'avoir assez de richesses pour assumer les transitions nécessaires, mais il manque un consensus politique pour mettre en œuvre une révolution douce.

### **Conclusion de M. Dr. Serge Allegrezza, Président du CES**

Le modèle social luxembourgeois doit devenir durable. Ce dernier concerne, au delà du dialogue social, la capacité à attirer au Luxembourg des capitaux et des hommes et à redistribuer la richesse pour assurer la cohésion sociale.



Le PNDD a été chronophage. Il faut désormais le mettre en œuvre et déterminer des indicateurs qui mesureront ses avancées.

Il faut prendre le soin de définir les notions utilisées. La croissance peut ainsi être positive si elle est portée par les industries culturelles. Le PIB est trop souvent pris comme symbole de cette critique de la croissance quantitative et est critiqué comme mesure du bien-être, alors qu'il n'a jamais été conçu pour cela.

La question du choix de société est importante : il faut discuter et décider des modifications que nous voulons apporter à notre modèle de société.

Il est difficile de conceptualiser la durabilité et l'approche par capitaux est autant délicate que complexe. Le gouvernement a décidé de calculer un PIB vert, mais cela n'a pas encore débuté du fait des restrictions budgétaires.

Il faut, enfin, une cohérence d'ensemble et imaginer des solutions pour assurer les transitions.